

67907

Distr.
LIMITEE

PAMM/AIHTR/GC/2
30 avril 1979

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Institut africain de formation technique
supérieure et de recherches

Conseil d'administration
Première session

Addis-Abéba, 24-27 juillet 1979

ACCORD CONCLU ENTRE L'INSTITUT AFRICAIN DE FORMATION TECHNIQUE SUPERIEURE
ET DE RECHERCHES ET LE GOUVERNEMENT
AU SUJET DU SIEGE DE L'INSTITUT AFRICAIN DE FORMATION TECHNIQUE
SUPERIEURE ET DE RECHERCHES

L'Institut africain de formation technique supérieure et de recherches et
le Gouvernement

Considérant qu'il est souhaitable que soit conclu un accord complémentaire
des statuts de l'Institut africain de formation technique supérieure et de
recherches pour régler les questions découlant de l'installation du siège
de l'Institut
SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER

Définitions :

Section 1

Dans le présent accord,

"Autorités compétentes" signifie les autorités nationales, provinciales,
municipales ou autres qui peuvent être
appropriées dans le contexte des lois applicables
et conformément à ces lois;

"Directeur exécutif" signifie le Directeur exécutif de l'Institut ou tout
autre fonctionnaire désigné pour agir en son nom;

"Siège de l'Institut" signifie :

- i) l'enceinte portant un bâtiment ou des bâtiments qui peuvent être définis de temps à autre dans les accords complémentaires mentionnés à l'article 3;
- ii) tout autre terrain ou tout autre bâtiment qui peuvent être incorporés à l'occasion, temporairement ou à titre permanent, dans l'enceinte définie ci-dessus conformément au présent accord ou à des accords complémentaires conclus avec le Gouvernement;

"Fonctionnaires de l'Institut" signifie le Directeur exécutif et tous les fonctionnaires de l'Institut, à l'exception du personnel recruté sur le plan local et recevant un salaire horaire, journalier ou mensuel;

"Gouvernements participants" signifie les Gouvernements qui sont parties aux statuts de l'Institut africain de formation technique supérieure et de recherches;

"Le Gouvernement" signifie le Gouvernement

"L'Institut" signifie l'Institut africain de formation technique supérieure et de recherches;

"Le secrétariat" signifie le secrétariat et le campus principal de l'Institut.

ARTICLE II

Le secrétariat de l'Institut :

Section 2

a) Le secrétariat de l'Institut se trouve au siège de l'Institut et n'en n'est pas séparé à moins que l'Institut n'en décide autrement. Tout transfert temporaire du secrétariat en un autre lieu ne constitue pas une séparation du secrétariat, à moins que le Conseil de l'Institut ne prenne une décision expresse à cet effet;

b) Tout bâtiment à l'intérieur ou à l'extérieur qui peut être utilisé, avec l'accord du Gouvernement, pour des stages, des réunions de travail, des séminaires ou à toutes autres fins relevant de l'Institut fait partie temporairement du siège de l'Institut;

c) Les autorités compétentes prennent toutes les mesures qui peuvent être nécessaires pour faire en sorte que l'Institut ne soit pas dépossédé de la totalité ou d'une partie de son siège sans l'assentiment exprès du Conseil de l'Institut.

Section 3

Le Gouvernement accorde à l'Institut, et l'Institut accepte du Gouvernement, le droit d'utiliser et d'occuper un siège selon ce qui pourra être défini à l'occasion dans les accords complémentaires à conclure entre l'Institut et le Gouvernement.

Section 4

L'Institut est habilité à créer et à utiliser des installations et services de formation, de recherches, de documentation et autres moyens techniques de toutes catégories. Ces moyens feront l'objet de mesures de protection appropriées qui, dans le cas des installations qui pourraient mettre en danger la santé ou la sécurité ou empiéter sur les biens, font l'objet d'accords conclus avec les autorités compétentes

Section 5

Les installations et services visés au paragraphe 4 peuvent, dans la mesure nécessaire à l'efficacité de leur utilisation, être créés et utilisés en dehors du siège de l'Institut. Les autorités compétentes, quand l'Institut en fait la demande, prennent des dispositions, dans des conditions et d'une manière acceptées d'un commun accord en vertu des accords complémentaires, pour l'acquisition ou l'utilisation par l'Institut de locaux appropriés aux fins considérées ou pour l'incorporation de ces locaux dans le siège de l'Institut.

ARTICLE III

Contrôle et protection du siège :

Section 6

Le siège de l'Institut est inviolable; il est placé sous le contrôle et l'autorité de l'Institut conformément aux dispositions du présent accord.

Section 7

a) Les fonctionnaires qu'ils appartiennent aux services administratifs, judiciaires, militaires ou à la police, ne pénètrent pas dans le siège de l'Institut pour exercer des fonctions officielles, sauf avec l'assentiment du Directeur exécutif et dans des conditions qu'il aura acceptées;

b) Sans préjudice des dispositions des statuts de l'Institut et du présent accord, l'Institut s'abstient de faire en sorte que son siège devienne un refuge pour des personnes qui veulent éviter d'être arrêtées en application d'une loi ou qui sont réclamées par le Gouvernement pour être extradées vers un autre pays ou qui tentent d'éviter la notification d'une action judiciaire.

Section 8

a) Les autorités compétentes exercent toute diligence pour faire en sorte que la tranquillité du siège de l'Institut ne soit pas troublée par l'entrée de personnes non autorisées et par des perturbations survenant dans le voisinage; elles prendront toutes mesures utiles pour que des unités de police assurent la protection nécessaire à cet effet en bordure du siège de l'Institut;

b) Si le Directeur exécutif en fait la demande, les autorités compétentes pourvoient à des effectifs de police suffisants pour le maintien de l'ordre au siège de l'Institut ou pour l'expulsion de personnes qui s'y trouvent réclamée éventuellement en vertu de l'autorité du Directeur exécutif.

ARTICLE IV

Statut de l'Institut :

Section 9

a) L'Institut, en sa qualité d'institution intergouvernementale de formation et de recherches bénéficie de la capacité de conclure des contrats, d'acquérir et de céder des biens immobiliers et mobiliers et d'ester en justice;

b) L'Institut, ses biens et ses avoirs bénéficient de l'immunité de juridiction pleine et entière, sauf dans la mesure où, dans un cas particulier quelconque, il renonce expressément à son immunité. Il est entendu cependant qu'aucune renonciation à l'immunité ne s'étend aux mesures d'exécution;

c) Les biens et les avoirs de l'Institut sont exempts de perquisition, de réquisition, de confiscation, d'expropriation et de toute autre forme d'intervention, qu'il s'agisse de mesures exécutives, administratives, judiciaires ou législatives;

d) Les archives de l'Institut et, en général, tous les documents qui lui appartiennent ou qu'il détient, où qu'ils soient, sont inviolables;

e) L'Institut, ses biens, ses avoirs, ses recettes et ses transactions sont exempts de tous impôts, dont les impôts sur les ventes, et des droits de douane, comme des interdictions et des restrictions portant sur les importations et les exportations, dans le cas d'articles importés ou exportés par l'Institut à des fins officielles.

A condition que ces avoirs et autres biens ne soient pas vendus sur le territoire, sauf conditions spécifiées d'un commun accord;

f) L'Institut est exempt de toutes obligations concernant le recouvrement, la retenue ou le paiement de tout impôt ou de tout droit dus au Gouvernement par les personnes qu'il emploie.

ARTICLE V

Communications :

Section 10

L'Institut bénéficie pour ses communications officielles d'un traitement qui n'est pas moins favorable que celui que le Gouvernement accorde à un autre Gouvernement ou à une autre organisation intergouvernementale, y compris les missions diplomatiques étrangères

Section 11

a) Aucune censure n'est appliquée à la correspondance ou aux autres communications officielles de l'Institut. Cette immunité doit s'étendre, sans que cette énumération soit exhaustive, aux publications, documents, cartes, images fixes et mobiles, films, enregistrements sonores, prototypes de matériels, outils, maquettes et autres enregistrements scientifiques destinés aux travaux de l'Institut;

b) L'Institut a le droit d'utiliser des codes et d'envoyer et de recevoir sa correspondance officielle et, sans que cette énumération soit exhaustive, des publications, documents, cartes, images fixes et mobiles, enregistrements sonores, prototypes de matériels, outils, maquettes et autres enregistrements et instruments scientifiques soit par la poste ordinaire soit en sacs scellés qui bénéficient des mêmes immunités et privilèges que les courriers et les valises diplomatiques.

ARTICLE VI

Accès et résidence :

Section 12

a) Les autorités compétentes accordent aux personnes suivantes le droit d'entrer sur le territoire, d'y séjourner, d'y transiter et d'en sortir, quand ces entrées, séjours, traversées en transit et sorties sont nécessaires à l'exercice approprié des fonctions de ces personnes;

- i) membres du Conseil d'administration de l'Institut et leur conjoint;
- ii) fonctionnaires de l'Institut et leur famille;
- iii) personnes autres que les fonctionnaires de l'Institut mais s'acquittant de missions au service de l'Institut, et leur conjoint;
- iv) autres personnes invitées au siège de l'Institut pour des fonctions officielles; le Directeur exécutif communique au Gouvernement les noms de ces personnes;
- v) participants aux stages de formation, aux séminaires, aux réunions de travail et autres réunions organisées par l'Institut;
- vi) stagiaires non ressortissants

Toutes facilités seront accordées à ces personnes pour que leur voyage se fasse rapidement; les visas, s'il y a lieu, sont accordés promptement sans frais;

b) Cette section ne s'applique pas aux interruptions générales des transports et ne fait pas obstacle à l'application de la loi régissant les opérations des moyens de transport;

c) La présente section n'implique aucune dérogation à l'obligation de produire des pièces justificatives acceptables démontrant que les personnes réclamant les droits accordés aux termes de la présente section appartiennent aux catégories visées au paragraphe a) de la présente section, ni à l'application raisonnable des règlements de quarantaine et de santé.

ARTICLE VII

Membres du Conseil d'administration :

Section 13

Les membres du Conseil d'administration de l'Institut qui sont représentants des gouvernements membres participants bénéficient sur le territoire
....., dans l'exercice de leurs fonctions et pendant leur voyage à destination et en provenance du siège de l'Institut, des mêmes privilèges et immunités, mutatis mutandis, auxquelles pourvoit l'article IV de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies.

ARTICLE VIII

Fonctionnaires de l'Institut :

Section 14

Les fonctionnaires de l'Institut qui ont été désignés par le Directeur exécutif de l'Institut à cette fin bénéficient sur le territoire
..... des immunités et privilèges suivants :

a) immunité de juridiction dans le cas des mots prononcés oralement ou écrits et des actes qu'ils exécutent en leur qualité officielle, immunité qui subsiste même si les personnes intéressées peuvent avoir cessé d'être fonctionnaires de l'Institut;

b) immunité en ce qui concerne toute arrestation ou détention personnelle;

c) immunité en ce qui concerne la saisie de leurs bagages personnels et officiels;

d) exemption des impôts sur les traitements et autres émoluments que leur verse l'Institut;

- e) exemption des obligations du service national;
- f) immunité, étendue aux membres de leur famille et à leurs employés personnels, en ce qui concerne les restrictions à l'immigration et l'enregistrement des étrangers;
- g) les mêmes privilèges quant aux facilités de change qui sont accordées aux fonctionnaires de grades comparables appartenant aux missions diplomatiques auprès du Gouvernement;
- h) les mêmes facilités de rapatriement en période de crise internationale, étendues aux membres de leur famille et à leurs employés personnels, que dans le cas des envoyés diplomatiques;
- i) exemption, en faveur des fonctionnaires autres que les ressortissants et les étrangers en résidence permanente de toute forme d'impôt direct sur le revenu en provenance de sources antérieures à et liberté d'avoir à l'intérieur ou ailleurs des valeurs étrangères et autres biens mobiliers et immobiliers, et, alors qu'ils sont employés par l'Institut et au moment de la cessation de leur emploi, le droit de sortir des fonds en monnaies convertibles sans aucune restriction ou limitation, à condition que lesdits fonctionnaires soient en mesure de démontrer que la possession de ces fonds est licite;
- j) droit d'importer, en franchise des droits de douane et autres taxes, interdictions et restrictions portant sur les importations, leurs mobiliers et leurs effets dans les douze mois suivant leur entrée en fonction; les règlements qui s'appliquent aux fonctionnaires autres que les ressortissants et aux étrangers en résidence permanente dans le cas de l'importation, du transfert ou du remplacement des voitures automobiles, sont les mêmes que ceux qui sont en vigueur au bénéfice des membres des missions diplomatiques de grades comparables.

Section 15

Les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées des Nations Unies exerçant des fonctions relevant de l'Institut bénéficient des privilèges et immunités auxquels pourvoient la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies et la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, selon le cas.

Section 16

Tous les fonctionnaires de l'Institut reçoivent une carte d'identité spéciale attestant qu'ils sont fonctionnaires de l'Institut bénéficiant des privilèges et immunités spécifiés dans le présent accord.

Section 17

Les privilèges et les immunités accordés aux termes de la Section 14 sont accordés dans l'intérêt de l'Institut et non pas pour servir aux avantages personnels des individus proprement dits. Le Directeur exécutif a le droit et l'obligation de lever l'immunité de tout fonctionnaire de l'Institut qui n'est pas fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée dans les cas où, à son avis, cette immunité ferait obstacle au cours de la justice et peut être levée sans préjudice pour les intérêts de l'Institut.

Section 18

L'Institut prête son concours à tout moment aux autorités compétentes pour faciliter l'administration convenable de la justice, pour garantir le respect des règlements de police et prévenir la manifestation de tout abus en liaison avec les privilèges, les immunités et les facilités mentionnés dans le présent article.

ARTICLE IX

Services publics et hébergement :

Section 19

a) Les autorités compétentes exercent, dans la mesure sollicitée par le Directeur exécutif, les pouvoirs qui leur sont conférés en ce qui concerne l'offre de services publics pour faire en sorte que le siège de l'Institut bénéficie, à des conditions équitables, des services publics nécessaires, à savoir électricité, eau, gaz, postes, téléphone, télégraphe, transports, égouts, ramassage des matières usées, protection contre l'incendie, etc. Dans l'éventualité d'une interruption ou d'une menace d'interruption de ces services, les autorités compétentes considéreront que les besoins de l'Institut ont une importance égale à celle des besoins analogues des organes indispensables du Gouvernement et prendront en conséquence toutes mesures utiles pour obtenir que les travaux de l'Institut ne soient pas compromis.

b) Le Gouvernement prête son concours pour permettre au personnel international de l'Institut de trouver des logements convenables pour des loyers acceptables.

ARTICLE X

Assistance du Gouvernement :

Section 20

Le Gouvernement prend toutes dispositions utiles pour que ses universités, ses institutions techniques et technologiques et autres institutions compétentes prêtent pleinement leur concours à l'Institut, en particulier en collaborant à l'organisation des activités de formation et de recherche, des séminaires et autres réunions de travail.

ARTICLE XI

Interprétation et application :

Section 21

Les dispositions des statuts de l'Institut africain de formation technique supérieure et de recherches et du présent accord, dans la mesure où elles portent sur le même objet, doivent être considérées, dans tous les cas possibles, comme complémentaires, de telle sorte que les dispositions des statuts et de l'accord soient applicables et ne restreignent pas mutuellement leurs effets; mais en cas de contradiction absolue, les dispositions du présent accord sont celles qui priment.

Section 22

Le Gouvernement et l'Institut sont habilités à conclure tous les accords complémentaires qui peuvent se révéler nécessaires aux fins du présent accord. Chaque fois que l'accord impose des obligations aux autorités compétentes la responsabilité finale pour le respect de ces obligations incombe au Gouvernement.

Section 23

Le présent accord est interprété en fonction de la fin primordiale qui consiste à permettre à l'Institut d'assumer pleinement et efficacement ses responsabilités et d'atteindre ses objectifs.

ARTICLE XII

Modification de l'accord :

Section 24

Le présent accord peut être modifié quand le Gouvernement et l'Institut sont convenus de le faire; l'une et l'autre partie accueillent favorablement toute demande tendant à une modification.

ARTICLE XIII

Règlement des différends :

Section 25

Tout différend opposant l'Institut et le Gouvernement au sujet de l'interprétation et de l'application du présent accord ou de tout accord complémentaire qui n'est pas réglé par la négociation ou par tout autre mode de règlement accepté mutuellement est renvoyé pour décision finale à un tribunal composé de trois arbitres, l'un nommé par le Président du Conseil de l'Institut, l'un par

le Gouvernement et le troisième choisi par les deux premiers, ou, faute d'un accord sur le troisième, par le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'Unité Africaine.

ARTICLE XIV

Clause de réserve :

Section 26

Etant admis que les privilèges et les immunités à accorder en vertu du présent accord ont pour fin exclusive de permettre à l'Institut d'atteindre ses objectifs et d'exercer efficacement ses fonctions, aucune partie du présent accord ne doit être interprétée d'une manière qui serait contraire aux intérêts du Gouvernement, qui exempterait une personne de toute responsabilité individuelle en cas d'acte criminel qu'elle aurait commis ou qui permettrait à un fonctionnaire de l'Institut ou à des personnes au service de l'Institut ou participant à ses programmes et à ses activités de s'ingérer dans les affaires intérieures du Gouvernement

ARTICLE XV

Dispositions finales :

Section 27

Le présent accord et tout accord complémentaire conclu entre le Gouvernement et l'Institut dans les limites du mandat de l'Institut cessent d'être en vigueur deux années après que le Gouvernement ou l'Institut aura adressé à l'autre parti un préavis écrit lui annonçant sa décision de mettre fin à l'accord, sauf dans le cas des dispositions qui peuvent s'appliquer à la cessation normale des activités de l'Institut et à la cession de ses biens.

Section 28

Le présent accord entre en vigueur dès qu'il est signé.

FAIT en langue anglaise et en langue française, les deux textes faisant également foi, à Addis-Abéba en Ethiopie, le jour de mil neuf cent soixante dix neuf.

Pour le Gouvernement

Pour l'Institut africain de formation
technique supérieure et de recherches

.....

.....

.....

.....